

DE L'UNIFICATION A L'ECLATEMENT L'ESPACE YOUGOSLAVE, UN SIECLE D'HISTOIRE

L'espace yougoslave de 1900 à 1914

L'espace yougoslave, c'est à dire l'espace recouvert par l'État qui vécut de 1918 à 1991, est traversé par la frontière entre l'Orient et l'Occident. Il est habité par une mosaïque de peuples aux traditions religieuses et culturelles diverses, dont la répartition géographique ne concorde pas avec les frontières politiques. Au début du XXème siècle, les Slaves du sud vivent séparés dans plusieurs entités étatiques : les Slovènes et les Croates, catholiques, ainsi que des Serbes, orthodoxes et les Slaves musulmans de Bosnie-Herzégovine, vivent au sein de l'Empire d'Autriche-Hongrie, répartis entre des entités administratives aux statuts très variables. Seuls la Serbie et le Monténégro sont constitués, depuis 1878, en Etats indépendants. Les Macédoniens vivent encore dans le cadre de l'Empire ottoman. Les peuples yougoslaves n'ont pas de passé étatique commun : politiquement cet espace ne connaîtra d'unité qu'au XXe siècle, pendant la Yougoslavie du roi **Alexandre** et du maréchal **Tito**. L'idée de proximité linguistique, donc ethnique, ou d'unité yougoslave, a été élaborée par des intellectuels et propagée au XIXe siècle, surtout en Croatie. Partout, la population rurale prédomine, seuls quelques îlots industrialisés existent autour des grandes villes.

Les mouvements nationaux qui se sont développés au XIXe siècle aspirent à la réalisation de leur principal objectif : la création d'Etats indépendants. En 1903, une insurrection éclate en Macédoine contre les Turcs : elle est sévèrement réprimée ; en Croatie, un mouvement de contestation se développe contre la domination hongroise. En 1905, une coalition politique croato-serbe se forme en Croatie revendiquant une autonomie accrue à l'intérieur de l'Empire habsbourgeois. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie en 1908 contrecarre les plans de la Serbie où, depuis 1903, la dynastie des **Karadjordjevic** a remplacé celle des **Obrenovic**. La Serbie oriente alors sa politique extérieure vers le sud de la péninsule balkanique. En 1912, elle se coalise avec le Monténégro, la Bulgarie et la Grèce pour mettre fin à la domination ottomane dans des Balkans. A la suite des deux Guerres Balkaniques de 1912-1913, la Macédoine est partagée entre la Serbie, la Bulgarie et la Grèce.

La Première Guerre mondiale

Suite à l'attentat de Sarajevo le 28 juin 1914, l'Autriche-Hongrie adresse le 23 juillet 1914 un ultimatum à la Serbie formulé en des termes inacceptables pour un État soucieux de sa souveraineté. Le 28 juillet, la monarchie austro-hongroise déclare la guerre au petit Royaume de Serbie. Par le jeu des alliances, la guerre devient européenne.

La Serbie parvient à repousser trois offensives autrichiennes en 1914 (batailles du Cer, de la Drina et de la Kolubara). Mais à l'automne 1915, elle n'est plus en mesure de résister aux offensives autrichiennes et allemandes. De surcroît, la Bulgarie choisit le camp des Empires centraux et ouvre un nouveau front à l'est. L'armée serbe connaît une grave défaite et doit se retirer à travers les montagnes d'Albanie, accompagnée du gouvernement et du parlement, ainsi que de nombreux citoyens ; lors de cette retraite en plein hiver, sans nourriture ni vêtements, plus de 150 000 personnes périront. Arrivés sur la côte adriatique à Skadar (Shkodra), les restes de l'armée serbe seront transférés à Corfou, puis sur le front de Salonique, de mai à août 1916. Entre-temps, le Royaume du Monténégro a dû capituler en janvier 1916.

Dès 1914, le gouvernement serbe annonce que son principal objectif de guerre est la création d'un Etat yougoslave unifiant les Serbes, Croates et Slovènes. En novembre 1914, les représentants politiques des Slaves du sud de l'Empire austro-hongrois ayant choisi d'émigrer fondent le Comité yougoslave (constitué formellement le 30 avril 1915 à Paris) soutenant l'unification des Serbes, Croates et Slovènes. Malgré des divergences sur la conception du futur État yougoslave (centralisme

ou fédéralisme), le gouvernement serbe et le Comité yougoslave signent le 20 juillet 1917 la déclaration de Corfou, dans laquelle ils définissent les contours de cet Etat : il s'agira d'une monarchie parlementaire sous la dynastie des **Karadjordjevic** qui aura pour nom le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. L'égalité des alphabets cyrillique et latin et la liberté des confessions catholique, orthodoxe et musulmane y seront reconnues.

Alors que le front de Salonique a été percé par les troupes françaises et serbes le 14 septembre 1918, à Zagreb un pouvoir alternatif se constitue : le Conseil National des Slovènes, Croates et Serbes. Le 29 octobre 1918, les Slaves du sud de l'Empire austro-hongrois en déliquescence proclament leur indépendance. Les négociations débutent alors entre les différentes parties : gouvernement serbe dirigé par **Nikola Pasic**, Conseil National des Slovènes, Croates et Serbes dirigé par **Anton Korosec** et Comité yougoslave présidé par **Ante Trumbic**, pour déterminer les modalités de l'unification. Le 24 novembre 1918, la Voïvodine se réunit à la Serbie. Le 26 novembre 1918, le Monténégro en fait autant alors que son roi, favorable à la préservation de l'indépendance, se trouve toujours en exil. Le 1er décembre 1918, une délégation de l'État des Slovènes, Croates et Serbes constitué sur les ruines de l'Empire habsbourgeois et le prince-régent de Serbie, **Alexandre**, proclament la création du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Après une guerre coûteuse en vies humaines, tant du côté serbe que dans les rangs des armées habsbourgeoises, dans le contexte instable d'une Europe en recomposition, l'unification des Serbes, Croates et Slovènes est l'oeuvre d'élites politiques et culturelles qui pensent que ces trois peuples ne forment qu'une seule nation.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes 1918-1929

Les premières années d'existence du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes révèlent toute la complexité de l'Etat commun. Il s'agit en effet d'un Etat composite, regroupant des populations de traditions religieuses, politiques et culturelles diverses : sur un total de 12 017 323 habitants, les Serbes orthodoxes en représentent 38,83% , les Croates catholiques 23,77%, les Slovènes catholiques 8,53%, les minorités non-slaves (Allemands, Hongrois, Albanais, Roumains, Turcs, Italiens, etc.) 16,5%. Le tracé de la frontière avec l'Italie laisse cependant plus de 500 000 Slovènes et Croates en dehors des frontières. Le discours officiel présente les Macédoniens comme des Serbes du sud. Serbes et Croates se disputent l'allégeance des musulmans de Bosnie-Herzégovine.

Les années vingt sont une période d'instabilité politique dans le nouveau royaume. Les institutions du pays tardent à se mettre en place : les élections pour l'Assemblée constituante ne sont organisées qu'en novembre 1920 et la Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes n'est proclamée qu'en juin 1921. Elle n'a pas été adoptée par une majorité qualifiée de deux tiers des députés, comme prévu dans la Déclaration de Corfou de 1917, mais par une majorité simple. Le Parti paysan croate de **Stjepan Radic** a boycotté les travaux de l'Assemblée constituante et son mouvement ne reconnaît pas le nouvel Etat, car la Diète croate ne s'est pas prononcé sur l'unification.

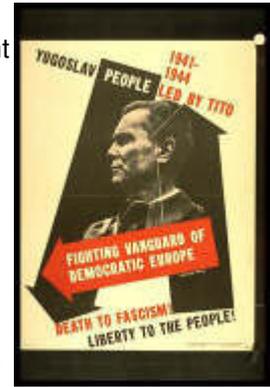
La vie politique est dominée par les partis favorables au centralisme et à l'unitarisme yougoslave : le Parti démocrate et le Parti radical serbe. Les crises gouvernementales se succèdent. Bien que la constitution de 1921 ait établi un régime parlementaire, le pouvoir se trouve en fait dans les mains du roi **Alexandre**. Entre 1918 et 1929, sur 23 crises gouvernementales, 21 sont provoquées par le roi, le parlement étant responsable des deux autres. Au cours de cette période, aucune des assemblées élues (1921, 1923, 1925 et 1927) ne parvient au terme de son mandat.

La question croate domine la vie politique : dans sa lutte pour l'instauration et la reconnaissance d'un Etat croate, le Parti paysan agit en direction des grandes puissances. En 1923, **Stjepan Radic** effectue un long voyage à travers les capitales européennes (Vienne, Paris, Londres et Moscou) pour y défendre la cause croate, sans réel succès. En 1925, le gouvernement décide d'interdire son mouvement et fait arrêter ses dirigeants. Face à la perspective de sa marginalisation politique, et le roi **Alexandre** ayant initié un compromis, **Stjepan Radic** décide de reconnaître en mars 1925 la Constitution du royaume. En octobre 1925, le Parti paysan croate entre au gouvernement.

Les divergences perdurent entre forces centralistes et les partis défendant le fédéralisme. Le 20 juin 1928, **Stjepan Radic** est victime d'un attentat en pleine séance de l'Assemblée nationale. Au bout de dix années de vie commune, les élites politiques des différents groupes nationaux ne sont pas parvenues à trouver un consensus sur l'organisation et la forme de l'Etat.

Le Royaume de Yougoslavie 1929-1941

Les années 1930 sont marquées par l'instauration de la dictature et un glissement du pays vers les puissances fascistes. Le 6 janvier 1929, le roi **Alexandre Karadjordjevic** proclame la dictature en s'appuyant sur l'armée. Le roi prend le contrôle des pouvoirs exécutif et législatif, suspend la Constitution de 1921, interdit les partis politiques et les associations se réclamant d'une identité particulariste et renforce la loi sur la sécurité de l'Etat. Il tente d'imposer l'idée d'une nation yougoslave unitaire, à l'encontre de la diversité nationale. Il modifie en octobre 1929 le nom de l'Etat qui devient le Royaume de Yougoslavie.



N'ayant pas une base solide, le roi tente d'améliorer son assise en octroyant une constitution en septembre 1931. Cette dernière confie au Souverain l'essentiel du pouvoir législatif. Les anciens partis demeurent interdits et les libertés publiques restreintes : les partis basés sur une identité nationale autre que yougoslave ne sont pas reconnus par la loi. En novembre 1931, des élections sont organisées et prennent la tournure d'un référendum, dans la mesure où seul le gouvernement peut constituer une liste électorale. Le régime crée son propre parti en décembre 1931 : la Démocratie paysanne radicale yougoslave.

Alors que le pays est affaibli par la crise économique mondiale, que les Etats fascistes se renforcent et que les menaces extérieures se précisent (Italie, Hongrie), le roi **Alexandre** est assassiné à Marseille le 9 octobre 1934 par un tueur macédonien de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne au service des nationalistes croates du mouvement Oustachi et macédoniens.

L'héritier au trône, **Pierre II de Yougoslavie**, étant mineur, une régence est constituée : elle est dirigée par le prince **Paul Karadjordjevic**. De nouvelles élections, où les partis d'opposition peuvent concourir, sont organisées en mai 1935. La liste gouvernementale, appuyée par l'appareil administratif et policier, l'emporte. Un nouveau gouvernement est instauré : il sera dirigé par **Milan Stojadinovic** jusqu'en février 1939. Ce dernier opère une réorientation de la diplomatie du pays en abandonnant progressivement la Petite Entente (Yougoslavie, Tchécoslovaquie et Roumanie), ainsi que la France et l'Angleterre, pour se rapprocher des forces de l'Axe (Allemagne et Italie).

En 1939, un nouveau gouvernement, confié à **Dragisa Cvetkovic**, a pour première tâche de conclure un accord avec le Parti paysan croate, afin de consolider le Royaume et de résoudre la question croate, qui demeure une source permanente de tensions. Les négociations longues et difficiles aboutissent en août 1939 : l'accord établit une entité croate autonome au sein de la Yougoslavie. La fédéralisation partielle de la Yougoslavie permettra-t-elle d'atténuer les tensions nationales?

Après la défaite de la France au printemps 1940, la politique de neutralité de la Yougoslavie devient incertaine. De fait, le gouvernement ne peut résister longtemps et finit par adhérer le 25 mars 1941 au Pacte tripartite. Le 27 mars 1941, un coup d'Etat organisé par l'armée renverse la régence, afin de protester contre le ralliement à l'Axe.

La Yougoslavie et la Seconde Guerre mondiale : 1941-1945

Pour la Yougoslavie démembrée en 1941 la guerre a plusieurs dimensions : à la guerre contre les forces de l'Axe et les puissances d'occupation succède une guerre civile opposant les communautés nationales les unes aux autres, mais aussi chaque communauté contre elle-même. Consécutivement au putsch du 27 mars 1941 orienté contre l'Axe, **Hitler** déclenche le 6 avril 1941 une offensive rapide et brutale contre la Yougoslavie : le pays capitule officiellement le 17 avril. Le gouvernement issu du putsch quitte le pays avec le jeune roi Pierre II pour se replier en Grande Bretagne. Les vainqueurs se partagent le territoire yougoslave en fonction de leurs intérêts stratégiques ou de leurs prétentions nationales.

L'indépendance de la Croatie est proclamée le 10 avril 1941 par l'organisation *Ustasa* (le mot signifie insurgé), créé en 1929 en réaction à la dictature royale d'**Alexandre Karadjordjevic**. Cette organisation bénéficie de la profonde exaspération de la masse croate envers l'Etat yougoslave. Son discours nationaliste reçoit l'approbation aussi bien des militants du Parti paysan croate que de la hiérarchie catholique. Ce nationalisme prend cependant bientôt les formes d'un racisme militant : les 'lois de Nuremberg' contre les juifs et les Tsiganes sont introduites comme dans toute l'Europe soumise au IIIe Reich. En revanche, la politique anti-serbe du régime lui est propre. Les Serbes constituent environ 30% de la population du pays, et l'on va procéder à un nettoyage ethnique,

recourant d'une part à l'expulsion vers la Serbie, d'autre part à l'assimilation par conversion forcée au catholicisme, et enfin à l'extermination. L'État *ustasa* met en place des camps d'extermination, dont le plus tristement célèbre est celui de Jasenovac.

Des manifestations de résistance, sporadiques, se produisent en différents points de l'espace yougoslave dès la fin du printemps de 1941. Les premières actions armées se produisent parmi les Serbes de l'État croate indépendant (NDH), menacés de génocide. Le mouvement *četnik* se constitue autour d'un noyau d'officiers serbes de l'armée yougoslave, animé par le colonel **Dragoljub (Draza) Mihajlovic**. Son recrutement est presque exclusivement serbe. Sa vision de la Yougoslavie est celle de la monarchie des **Karadjordjevic**. Sa stratégie est prudente et attentiste : ils préfèrent accumuler des forces dans l'attente du moment où le rapport de forces sera plus favorable. Ils mènent néanmoins des actions de guérilla contre un adversaire croate ou musulman sur le territoire du NDH, ainsi que contre les Partisans communistes.

Le mouvement de résistance communiste déclenche une insurrection armée dès juillet 1941 au Monténégro et en Serbie. Les Partisans connaissent un échec au Monténégro et à la suite d'une opération de pacification entreprise à l'automne en Serbie, la petite armée des Partisans se replie sur le Sandzak et la Bosnie orientale. Elle passe l'hiver 1941-42 à Foca, aux confins orientaux de l'État croate indépendant. Durant l'année 1942, **Tito** et ses combattants traversent la Bosnie d'est en ouest. Le début de l'année 1943 est marqué par deux opérations allemandes consécutives visant à anéantir l'armée des Partisans. Celle-ci parviendra à rompre l'encerclement lors de deux batailles, sur la Neretva en mars et sur la Sutjeska en juin. Durement éprouvée, mais non brisée, l'armée des Partisans a retraversé la Bosnie d'ouest en est pour atteindre les confins du Monténégro. La capitulation de l'Italie en septembre 1943 permet aux Partisans de récupérer un matériel de guerre important. Le 29 novembre 1943 se déroule à Jajce la seconde session du Conseil antifasciste de la libération nationale (AVNOJ) qui se veut un forum politique représentatif de la Yougoslavie engagée dans la lutte antifasciste. Un Comité national, sorte de gouvernement provisoire, dont **Tito** assure la présidence, est constitué. Le principe de l'organisation fédérale de la future Yougoslavie est proclamé. En 1944, la défaite du III^e Reich paraît assurée, les Partisans ne cessent de conforter leurs positions, ils étendent leur contrôle sur la Macédoine. A la fin de septembre 1944, l'Armée rouge atteint la frontière yougoslave sur le Danube et opère sa jonction avec les unités de Partisans. Belgrade est libérée le 20 octobre 1944. Il faut attendre mai 1945 pour voir la partie occidentale de l'espace yougoslave libérée.

La Yougoslavie compte parmi les pays d'Europe les plus durement éprouvés par la guerre mondiale. Les pertes en vies humaines s'élèvent à un million. Les dévastations dans ce pays peu développé sont énormes. La Yougoslavie sort d'une terrible guerre civile.

La Yougoslavie communiste 1945-1990

Les Partisans communistes, menés par **Tito** et constituant une force transnationale opposée aux différents nationalismes, parviennent à prendre le pouvoir en 1944-1945. Le socialisme yougoslave manifeste une surprenante diversité : du modèle soviétique de construction du socialisme suivi jusqu'en 1953 à la libéralisation économique de 1965 à 1971, avant de revenir à une économie contrôlée dans un cadre autogestionnaire dans les années 1970, le régime titiste expérimente plusieurs voies et oscille entre des réformes libérales et des contre-réformes autoritaires. L'originalité du titisme n'a pu se développer qu'en raison du caractère endogène du communisme yougoslave, contrairement à la plupart des démocraties populaires d'Europe centrale et orientale qui ont vu leur histoire déterminée par le passage de l'Armée rouge. C'est la rupture avec l'URSS de **Staline** en juin 1948 qui conduit les dirigeants communistes yougoslaves à élaborer une nouvelle voie vers le socialisme : ils instaurent les premiers conseils ouvriers en 1950. Ce sont les débuts de l'autogestion ouvrière qui sera élargie et systématisée dans les années 1970. La Yougoslavie connaît un développement économique significatif : de pays agricole en 1945, elle se transformera en pays moyennement industrialisé. Toutefois les inégalités de développement ne s'atténuent pas entre le nord du pays, plus industrialisé et plus riche, et le sud rural. L'originalité du titisme réside également dans le non-alignement en politique étrangère qui contribue au prestige de la Yougoslavie parmi les pays du Tiers-Monde. La vie politique est dominée par le Parti communiste, rebaptisé en 1952 Ligue des communistes de Yougoslavie et le maréchal **Tito**, proclamé président à vie en 1963.

A l'inverse du Royaume de Yougoslavie qui reposait sur l'idée de l'existence d'une seule nation (yougoslave), le Parti communiste yougoslave reconnaît le pluralisme national et organise l'État sur une base fédérale. La Yougoslavie comprend désormais six républiques : la Bosnie-Herzégovine, la

Croatie, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie et la Slovénie. La Serbie est l'unique république à compter deux régions autonomes : la Voïvodine et le Kosovo. L'option fédérale est censée apporter une solution durable aux conflits nationaux qui ont affecté le Royaume de Yougoslavie. Les minorités nationales sont déclarées égales en droits aux peuples constitutifs slaves de la Fédération. En réalité, au sortir de la guerre, l'autonomie des républiques est limitée et la Yougoslavie apparaît comme un Etat centralisé jusqu'à la seconde moitié des années 1960. De 1967 à 1971, un mouvement de contestation se développe en Croatie contre le centralisme ; en décembre 1968 (puis au printemps 1981), les étudiants albanais du Kosovo réclament le statut de république pour leur province. La réforme constitutionnelle entre 1967 et 1974 accordera plus de prérogatives aux républiques et provinces autonomes et limitera les interventions du centre fédéral. La Constitution yougoslave de 1974 contenant de nombreux éléments de confédéralisme.

Josip Broz Tito, symbole vivant de l'unité yougoslave, meurt le 4 mai 1980. Le pays entre simultanément dans une période de grave crise économique, sociale et politique. En 1980, la Yougoslavie se retrouve avec une dette de 21 milliards de dollars. La croissance de la production nationale est ralentie, l'inflation prend des proportions inquiétantes (2 665% en 1990), le taux de chômage augmente (16,78% en 1988). Le système politique ne parvient pas à résoudre les difficultés économiques. Le pouvoir est fragmentée entre les différentes républiques et provinces, la Ligue des communistes de Yougoslavie n'est plus en mesure d'assurer la cohésion de l'ensemble yougoslave.

La désintégration de la Yougoslavie

Alors que la Yougoslavie plonge dans une grave crise économique, les divergences politiques se multiplient entre les dirigeants de la Ligue des communistes de Yougoslavie. La Slovénie, et dans un moindre mesure la Croatie, s'oppose à une recentralisation de la Yougoslavie et remet en question son aide économique aux régions les moins développées du sud de la Fédération. En Serbie, le mécontentement contre l'ordre constitutionnel de 1974 s'élargit dans la seconde moitié des années 1980. La Ligue des communistes de Serbie récupère le mouvement de contestation des Serbes du Kosovo se déclarant victimes de persécutions de la part des Albanais. Les dirigeants de Belgrade imposent la centralisation politique de la Serbie en 1988-1989 et utilise les masses populaires pour faire aboutir leurs revendications auprès du pouvoir fédéral. En supprimant les autonomies provinciales du Kosovo et de la Voïvodine en 1989-1990, et en gagnant à sa cause la République du Monténégro, les dirigeants serbes ébranlent le rapport de forces entre les différentes entités fédérales tel qu'institué par la Constitution yougoslave de 1974. Des manifestations de protestation des Albanais contre la suppression de l'autonomie de la province du Kosovo sont sévèrement réprimées en 1989 et 1990.

En janvier 1990, la Ligue des communistes de Yougoslavie tient son XIV^e et dernier congrès : les délégations slovènes et croates abandonnent le Parti. La même année, des élections pluralistes sont organisées dans toutes les républiques du pays. Les dirigeants des ces dernières tentent en 1990-1991 de redéfinir les rapports entre Fédération yougoslave et Républiques fédérées. La Slovénie et la Croatie défendent un projet confédéral menant à terme au démantèlement de la Yougoslavie ; la Serbie et le Monténégro soutiennent un modèle fédéral renforçant les institutions centrales et signifiant, en fait, une domination du pays par la Serbie. La Bosnie-Herzégovine et la Macédoine tentent de proposer un compromis pour maintenir une forme d'union yougoslave. Les présidents des Républiques fédérées ne parvenant pas à s'entendre sur l'avenir de la Yougoslavie, la Slovénie et la Croatie décident de proclamer leur indépendance le 25 juin 1991.

Des affrontements éclatent alors en Slovénie entre l'Armée populaire yougoslave, chargée de défendre les frontières yougoslaves et la Défense territoriale slovène : la guerre est brève et l'Armée fédérale quitte la Slovénie en juillet et août 1991. En Croatie, où les incidents se sont multipliés depuis 1990 entre insurgés serbes et unités de police croate, la guerre s'installe et s'étend. En quelques mois, les forces serbes appuyées par l'Armée populaire yougoslave prennent le contrôle d'un tiers du territoire de la Croatie, d'où ils chassent la population croate. Des accords de paix sont signés en janvier 1992. Les territoires croates perdus seront reconquis au printemps et à l'été 1995, entraînant l'exode de la population serbe y vivant.

La guerre éclate en Bosnie-Herzégovine à la suite de la proclamation de son indépendance en mars 1992 et de sa reconnaissance internationale en avril 1992. En quelques mois, les forces serbes prennent le contrôle de 70% de la Bosnie-Herzégovine et organisent le déplacement forcé des populations musulmane et croate afin d'assurer l'homogénéité ethnique des territoires conquis : il s'agit du nettoyage ethnique. La République serbe de Bosnie-Herzégovine est autoproclamée en avril

1992 à Pale, village des environs de Sarajevo. En juillet 1992, un État croate est également autoproclamé : la Communauté croate d'Herceg-Bosna. Au printemps 1993, des affrontements éclatent entre l'armée bosniaque et les forces croates. Le nettoyage ethnique est également pratiqué par les unités du Conseil de défense croate (HVO) contre les Bosniaques musulmans. En mars 1994, des accords de paix sont signés à Washington entre Bosniaques et Croates : ils instaurent une fédération croato-musulmane. Il faudra attendre l'été 1995 pour voir les grandes puissances s'impliquer militairement en Bosnie-Herzégovine et imposer un arrêt des combats. Les accords de paix de Dayton préservant une Bosnie-Herzégovine unitaire, mais reconnaissant le partage territorial entre République serbe (49% du territoire) et Fédération croato-musulmane (51%), sont signés à Paris le 14 décembre 1995. Le conflit a fait 200 000 morts environ et provoqué le déplacement de deux millions personnes (1 300 000 personnes déplacées à l'intérieur de la Bosnie-Herzégovine et 700 000 à l'extérieur), soit près de la moitié de la population d'avant-guerre.

Yves Tomic (avec la collaboration de Bernard Lory, INALCO)